

Département de la Creuse

CIRCONSCRIPTION N° 1

PARTI SOCIALISTE S. F. I. O.**Elections Législatives du 23 Novembre 1958***ELECTRICES,
ELECTEURS,*

ART. 2 de la Constitution. — La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale.

Creusois, fils de travailleur, travailleur moi-même, je connais vos difficultés et vos besoins.

Les misères que j'ai éprouvées dès l'enfance m'ont naturellement porté vers ce grand Parti Socialiste qui, de Guesde et de Jaurès, à Léon Blum et à Guy Mollet, est le seul qui soit à la fois national et internationaliste, démocratique et révolutionnaire, c'est-à-dire le seul dont l'idéal est d'assurer le bien-être du peuple tout en lui conservant SES LIBERTES.

Aujourd'hui, nul ne conteste que les événements ont placé le Parti Socialiste à l'avant-garde de la Ve République. Personne ne peut nier non plus que le 28 septembre, les Creusois, à une écrasante majorité ont manifesté leur accord à une république renouée.

Des républicains sincères ont voté non. Ils s'aperçoivent aujourd'hui que leurs scrupules étaient respectables MAIS QUE LEURS CRAINTES ETAIENT VAINES.

Seuls les chefs communistes et leurs complices les députés progressistes n'ont pas connu ces crises de conscience. Ils prétendaient, à grand renfort d'affiches, de journaux, de réunions, et de peinture sur routes, que voter « oui » c'était voter pour la dictature de l'armée et pour la continuation de la guerre d'Algérie.

Or, que constatons-nous aujourd'hui ?

— L'armée s'est inclinée devant les ordres stricts donnés par le Gouvernement.

— La campagne électorale se déroule dans une atmosphère de complète liberté : ceux qui font le plus de tapage sont d'ailleurs ceux qui prétendaient, il y a deux mois à peine, que si les « oui » l'emportaient, ils n'auraient plus le droit de s'exprimer.

— Le peuple a obtenu du Gouvernement le mode de scrutin qu'il souhaitait et que les socialistes, depuis de nombreuses années, n'avaient cessé de réclamer.

— L'évolution de la situation en Algérie et en Afrique du Nord autorise les plus grands espoirs. Des propositions honnêtes et généreuses ont été faites à l'adversaire. L'opinion mondiale (à l'exception bien entendu de la Russie soviétique alliée naturelle des fellaghas) les approuve. M. Bourguiba, président de la République tunisienne dénonce l'ingérence de Nasser dans ses affaires intérieures et se rapproche de la France.

— Le crédit de la France s'accroît dans le monde dans la mesure où chacun sent que le peuple français a manifesté sa volonté et QU'IL S'Y TIENDRA.

Ces résultats sont importants. Si importants même que beaucoup de ceux qui ont fait, dans notre département et ailleurs, campagne pour le non, qualifiant la Constitution de « fasciste » et de Gaulle de « liquidateur » déclarent maintenant que si de Gaulle a besoin d'appuis, ils seront à ses côtés !

Il est bien temps, pour essayer de sauver un siège de député, de voler au secours de la victoire !

Mais où en serions-nous aujourd'hui, s'il ne s'était pas trouvé, aux difficiles moments des responsabilités les plus graves, des républicains comme Guy Mollet, assez lucides et courageux pour faire passer, avant toute considération partisane, LE SOUCI D'EVITER A NOTRE PAYS LES HORREURS DE LA GUERRE CIVILE ?

Mes concurrents vous présentent d'abondants catalogues de promesses. Il y en a pour le curé et le sacristain, pour l'instituteur et le garde-champêtre, pour l'ouvrier et le paysan, pour le riche et pour le pauvre. Mon programme est moins ambitieux ; je l'exposerai en détail au cours de mes tournées. Il peut se résumer ainsi : SOUTIEN DE L'AGRICULTURE, EXPANSION ECONOMIQUE, PLEIN EMPLOI, DEFENSE DU POUVOIR D'ACHAT, FIN DE LA GUERRE D'ALGERIE et poursuite d'une politique libérale en Afrique du Nord et dans les territoires d'Outre-Mer.

PROGRAMME AGRICOLE

Actuellement le monde agricole souffre d'un malaise grave.

Pour lutter contre ce malaise il faut :

- Accroître le revenu agricole global ;
- Accroître les revenus et le bien-être du paysan.

Pour réaliser cela il faut rétablir l'équilibre entre l'industrie et l'agriculture :

Par une politique de prix garantis et indexés en particulier pour les grands produits, blé, viande, fruits, légumes, lait.

Par une réorganisation des marchés agricoles faisant cesser les spéculations sur les produits agricoles et garantissant le producteur contre les baisses ruineuses tout en assurant au consommateur un approvisionnement à des prix équitables.

Par la défense de l'exploitation familiale contre la concentration capitaliste. Les exploitations familiales sont viables si elles savent s'équiper et se moderniser.

Par la mise en place de dispositions sociales garantissant le paysan contre les calamités agricoles grâce à une Caisse nationale de Solidarité, contre la maladie en développant les Assurances sociales.

Toutes ces dispositions sont contenues dans la loi-cadre élaborée par le Gouvernement de Guy Mollet par Kléber Lousteau qui fut secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

Le Parti Socialiste demandera à l'Assemblée Nationale que son examen et son vote aient lieu dans le plus bref délai.

Les problèmes politiques, économiques et sociaux qui se posent au pays ne seront pas résolus par enchantement.

On pourrait énumérer une à une les misères à soulager, les injustices à corriger, les difficultés à vaincre. Il est pourtant un problème qui me paraît d'un intérêt capital et immédiat : **c'est la fusion des divers régimes de Sécurité Sociale en un régime unique accordant à tous les travailleurs, paysans, artisans, salariés, petits commerçants, les mêmes avantages.**

Mais la prochaine législature ne pourra remplir efficacement sa mission qu'à deux conditions :

La première c'est la stabilité. Aucune usine, aucun atelier, aucune exploitation agricole, si petite soit elle, ne peut fonctionner si elle change de patron tous les trois mois. C'est pareil pour la France. Les cascades de gouvernement ont failli la conduire aux abîmes.

Les responsables ? Ce sont ceux des députés d'hier qui ont ren-

versé tous les gouvernements. SI VOUS VOULEZ QUE ÇA CHANGE CHANGEZ-LES !

La seconde condition, c'est que la prochaine Assemblée soit composée d'hommes capables, qui rendront au Parlement sa dignité et son efficacité, et d'hommes résolus à œuvrer dans le sens de l'amélioration constante du sort de ceux qui vivent de leur travail.

Républicains sincères, joignez-vous à nous pour faire triompher demain notre idéal commun de fraternité et de justice.

Le Parti Socialiste est le seul parti important de la gauche authentiquement française. Le Parti Communiste n'est pas à gauche, il est à l'est ! Quant aux candidats qui se réclament de la gauche, ne représentent qu'eux-mêmes, ils contribueraient, s'ils étaient élus, à maintenir cette multiplicité de groupuscules politiques qui a été un des fléaux de la IV^e République. BLOQUER VOS VOIX SUR LE PARTI SOCIALISTE, C'EST VOTER UTILE !

« Pour bâtir la cité socialiste humaine et fraternelle, s'écriait Martin Nadaud, les Creusois ne seront pas les derniers ! »

Ecoutez la voix de ce maçon de la Creuse, député-écrivain !

Ecoutez aussi celle de Pierre Leroux, s'écriant un jour :

« La vraie République, c'est le socialisme. Vouloir faire triompher la République en France sans le socialisme, c'est absurde. »

Fidèles à nos aînés, fidèles à Martin Nadaud, à Pierre Leroux, unissons-nous pour faire de la République nouvelle, une République sociale !

Roger BODEAU

Administrateur de la S.N.C.F.

(Représentant du Personnel)

Ancien Membre du Conseil supérieur des Transports

Candidat du Parti Socialiste S.F.I.O.

La Vie de Roger BODEAU

Creusois d'origine, Roger BODEAU est né le 27 janvier 1914 à La Courtine (Creuse) de parents eux-mêmes Creusois, de Chambon-sur-Voueize et d'Evau-les-Bains.

Roger BODEAU est orphelin de guerre, pupille de la Nation dès l'âge de 3 ans, son père ayant trouvé la mort à Verdun en 1917. Contraint de gagner très tôt sa vie, il passe dès sa sortie de l'école primaire de Chambon-sur-Voueize par un centre d'apprentissage d'où il sort mouleur-fondeur. Mais cet ancien ouvrier métallurgiste doit sa culture générale à des études personnelles auxquelles il consacre tous ses loisirs.

Venu aux Chemins de Fer juste avant la guerre de 1940, qu'il fait dans l'aviation, il poursuit dès sa démobilisation, une belle carrière professionnelle. Immédiatement après la Libération (à laquelle il participe sur les barricades de l'insurrection parisienne), il milite activement dans les milieux syndicaux où la confiance de ses camarades le destine à de hautes fonctions.

Nommé membre du Conseil supérieur des Transports en 1948, il accède enfin au Conseil d'administration de la S.N.C.F. où il représente le personnel. Cet expert des questions de transport est appelé, à maintes reprises, à siéger dans des assises internationales ; il connaît bien l'Afrique du Nord, notamment l'Algérie où son action syndicale l'a conduit au contact des travailleurs musulmans.

Entré au Parti Socialiste (S.F.I.O.) le 6 février 1934, Roger BODEAU lui est toujours resté fidèle et dévoué. Depuis plusieurs années militant connu de la Fédération de la Creuse, il a participé activement aux côtés d'Anselme Florand et de Chandernagor à la campagne électorale de 1956.

Roger BODEAU est un technicien, un « nouveau », que nous opposons aux politiciens qui nous avaient conduits au bord de la guerre civile.

Appel des Conseillers Généraux Socialistes

Citoyennes, Citoyens,

Nous appartenons au Parti Socialiste — le grand parti de Jaurès — et nous n'avons nulle envie de vous dissimuler nos opinions. Nous estimons, en effet, qu'il vaut mieux effrayer l'électeur que le duper.

Cette nette prise de position sur le plan politique nous autorise à nous adresser à ceux qui nous ont honoré de leur confiance pour leur dire que la bonne administration d'un pays dépend plus des qualités d'administrateur des élus que de leurs opinions politiques.

C'est dans cet esprit que nous avons travaillé au Conseil général avec nos collègues de toutes opinions. Nous n'avons pas perdu notre temps en vaines querelles. Aussi les résultats obtenus avec de maigres ressources prouvent-ils que la Creuse est l'un des départements les mieux administrés.

Aujourd'hui, nous nous permettons de recommander à vos suffrages un homme jeune et dynamique, un nouveau, sincèrement républicain et dont nous sommes fiers : Roger BODEAU.

Il a adhéré dans sa toute première jeunesse à une doctrine qui porte l'espoir des humbles. Il s'oppose à toutes les dictatures car il pense que le progrès social est inséparable de la liberté.

Il est un technicien au service du peuple.

Nous, nous sommes des hommes politiques et des administrateurs. Nous avons la certitude qu'en désignant Roger BODEAU pour représenter la Creuse à l'Assemblée Nationale vous feriez un choix heureux.

Roger BODEAU, gros travailleur, autodidacte remarquable, excel-

lent orateur. Elevé par une mère dévouée mais dans la gêne, il connaît dès sa plus tendre enfance, les difficultés matérielles de l'existence.

Il s'instruit lui-même. Et nul mieux que lui ne connaît les besoins et les difficultés des populations creusoises.

Propagandiste éloquent et convaincu, on le trouve partout en France et en Afrique du Nord, chaque fois qu'il s'agit de défendre les débutants et les jeunes, dont les salaires, aussi bien dans les administrations que dans l'industrie privée, sont notoirement insuffisants. Avec la même vigueur, nous en sommes persuadés, il se mettra au service du monde rural. Il résidera à Guéret si vous lui accordez votre confiance.

Militant né, partout Roger BODEAU se révèle par excellence, utile, efficient. Remarqué pour son ardeur au travail et sa vive intelligence, il est appelé à un poste de responsabilité : administrateur de la S.N.C.F.

Ce Creusois de vieille souche, authentique travailleur, se présente à vos suffrages, faisant courageusement face aux politiciens professionnels.

Marcel ARNAUD, Gaston CHAZETTE, Eugène CAILLAUD, Jules COUTAUD, Ernest DELAIR, Robert LEFORT, Aimé MAIRAUD, Julien NICAUD, Paul PAULY, Louis ROUSILLAT, Alcide SARRE, *Conseillers généraux de la Creuse.*

**C'est le Gouvernement Socialiste de Guy MOLLET
QUI A DOUBLÉ la RETRAITE DES VIEUX**

Seul un Gouvernement Socialiste assurera l'égalité de tous devant les lois sociales